

Évaluation Normative Des Politiques Communales Au Regard De La Norme Iso 37101 : Cas De La Commune De Yopougon

DJEBI Jean-Emmanuel¹, DAKOURI Guissa Desmos Francis²

¹Doctorant, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny

²Maître de Conférences, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny

Auteur Correspondant : DJEBI Jean-Emmanuel, ddakouriguissa@yahoo.fr



Résumé : Face à l'urbanisation rapide et à la complexification des enjeux socio-environnementaux, les communes africaines sont de plus en plus appelées à intégrer les principes du développement durable dans leurs politiques publiques locales. Toutefois, la question de la conformité réelle de ces politiques aux référentiels normatifs de durabilité demeure peu explorée. Cet article propose une évaluation normative des politiques communales de Yopougon, au regard de la norme ISO 37101. L'étude mobilise une approche méthodologique mixte fondée sur l'analyse documentaire des politiques, programmes et projets communaux, combinée à une évaluation multicritère à partir d'une grille normative inspirée des finalités du développement durable, notamment celles définies par la norme ISO 37101. Une matrice d'analyse croisée « six (6) finalités × douze (12) domaines d'actions du développement durable » est élaborée afin de mesurer les niveaux de contribution des actions locales à chaque finalité, à l'aide de grilles de conversion qualitative et de scores synthétiques. Les résultats mettent en évidence une contribution inégale et déséquilibrée des politiques communales aux différentes finalités du développement durable. Si certaines actions présentent une orientation marquée vers la cohésion sociale et l'amélioration du cadre de vie, d'autres finalités, telles que la résilience territoriale et l'utilisation responsable des ressources, demeurent insuffisamment intégrées. Ces déséquilibres traduisent une gouvernance territoriale encore largement sectorielle, marquée par une faible appropriation explicite des référentiels normatifs de durabilité. Les résultats soulignent ainsi la nécessité de renforcer l'institutionnalisation des cadres normatifs du développement durable dans les mécanismes locaux de planification et de gouvernance, afin de consolider la cohérence stratégique et la soutenabilité territoriale

Mots-clés : Évaluation, normativité, politiques, ISO 37101, Yopougon.

Abstract: In the context of rapid urbanization and increasingly complex socio-environmental challenges, African municipalities are increasingly called upon to integrate the principles of sustainable development into their local public policies. However, the question of the actual conformity of these policies to normative sustainability frameworks remains largely unexplored. This article proposes a normative evaluation of the municipal policies of Yopougon, with regard to the ISO 37101 standard. The study employs a mixed-methods approach based on a documentary analysis of municipal policies, programs, and projects, combined with a multi-criteria evaluation using a normative framework inspired by the goals of sustainable development, particularly those defined by the ISO 37101 standard. A cross-analysis matrix of six (6) finalities × twelve (12) areas of action for sustainable development is developed to measure the levels of contribution of local actions to each goal, using qualitative conversion grids and composite scores. The results highlight an uneven and unbalanced contribution of municipal policies to the various objectives of sustainable development. While some actions show a strong focus on social cohesion and improving living conditions, other objectives, such as territorial resilience and the responsible use of resources, remain insufficiently integrated. These imbalances reflect a territorial governance that is still largely sectorial, characterized by a weak explicit adoption of sustainability standards. The results therefore highlight the need to strengthen the institutional integration of sustainable development standards into local planning and governance processes in order to enhance strategic coherence and territorial sustainability.

Keywords: Evaluation, normativity, Policies, ISO 37101, Yopougon.

INTRODUCTION

La pression démographique que connaît l'Afrique, en plus de l'urbanisation rapide des territoires urbains africains, combinée à la vulnérabilité socio-économique et à la dégradation progressive des écosystèmes urbains, place les collectivités territoriales face à des défis de gouvernance de plus en plus complexes. Les villes constituent aujourd'hui des espaces stratégiques où se cristallisent les tensions entre croissance urbaine, équité sociale et soutenabilité environnementale [18 ; 16]. Les communes ne sont ainsi plus de simples entités administratives, mais des acteurs centraux de la production de politiques publiques locales, capables d'orienter durablement les trajectoires territoriales [12]. Dans ce contexte, le développement durable s'impose progressivement comme un référentiel structurant de l'action publique locale, invitant à une approche intégrée des dimensions sociales, économiques, environnementales et institutionnelles du développement [2 ; 17].

Toutefois, l'appropriation concrète de ce référentiel demeure inégale, en particulier dans les contextes urbains africains. En effet, il faut souligner un décalage persistant entre les discours politiques en faveur du développement durable et leur traduction opérationnelle dans les politiques publiques locales. Les actions communales sont fréquemment élaborées selon des logiques sectorielles, ce qui limite leur cohérence globale et complique l'évaluation de leur performance territoriale [10]. Cette fragmentation de l'action publique locale rend difficile l'identification de trajectoires de développement véritablement soutenables et contribue à une faible lisibilité des choix stratégiques opérés par les collectivités.

En raison de cette difficulté à objectiver, les normes internationales en matière de management du développement durable ont été développées progressivement pour offrir aux territoires des cadres d'aide à la décision bien structurés. Les normes constituent des instruments de gouvernance capables d'orienter les pratiques publiques en introduisant des référentiels communs, des principes partagés et des mécanismes d'amélioration continue [1]. Dans cette optique, la norme ISO 37101, relative aux systèmes de management pour le développement durable au sein des communautés territoriales, propose un cadre intégrateur visant à soutenir les collectivités dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs stratégies territoriales [7]. Elle s'inscrit dans une approche systémique de la gouvernance territoriale, fondée sur la cohérence stratégique, la participation des parties prenantes et la performance globale du territoire.

Cependant, bien que son potentiel soit reconnu, l'adoption effective de la norme ISO 37101 par les collectivités territoriales reste encore peu documentée dans la littérature scientifique, en particulier dans les contextes urbains africains. Les travaux existants portent principalement sur des expériences menées dans des pays disposant de capacités institutionnelles élevées, ou sur des analyses conceptuelles des normes de durabilité, laissant en marge les réalités opérationnelles des communes du Sud [14 ; 7]. Cette lacune entrave la compréhension des conditions réelles d'intégration des référentiels normatifs internationaux dans les pratiques de gouvernance locale et justifie ainsi la nécessité d'analyses empiriques contextualisées.

La commune de Yopougon, l'une des plus vastes et des plus peuplées du district d'Abidjan, constitue à cet égard un terrain d'étude particulièrement pertinent. Caractérisée par une forte densité humaine, une diversité socio-spatiale marquée et une dynamique économique intense, elle concentre une pluralité de politiques communales visant l'amélioration du cadre de vie, le développement des équipements collectifs et la gestion des enjeux environnementaux urbains. Comme le soulignent plusieurs travaux sur les grandes communes africaines, ces territoires sont souvent confrontés à des arbitrages complexes entre urgence sociale, contraintes budgétaires et exigences de durabilité [9]. Ainsi, la question n'est plus seulement de multiplier les actions publiques, mais d'en apprécier la cohérence, la structuration et la capacité réelle à répondre aux objectifs du développement durable. Or, l'absence d'un dispositif structuré d'évaluation normative limite la lisibilité du niveau réel d'intégration des principes du développement durable dans les politiques locales.

C'est dans cette perspective que le présent article propose une évaluation normative des politiques communales de Yopougon au regard de la norme ISO 37101, référentiel international dédié au développement durable des communautés. En mobilisant les finalités et les principes portés par cette norme, l'objectif est d'analyser le degré de conformité, de cohérence et d'équilibre des

politiques publiques communales, au-delà d'une simple lecture descriptive. Cette démarche s'inscrit dans le champ de l'évaluation normative des politiques publiques, qui vise à apprécier l'action publique à l'aune de référentiels explicitement définis [19].

Au-delà du cas de Yopougon, cette recherche entend contribuer aux débats scientifiques sur l'opérationnalisation des normes internationales de durabilité à l'échelle locale. Elle interroge la capacité des outils normatifs à structurer l'action publique territoriale sans nier les spécificités contextuelles, et à soutenir une gouvernance plus cohérente, plus lisible et plus performante face aux défis contemporains du développement durable.

1-Matériels et Méthodes

1-1- Aperçu synthétique du cadre d'étude

La commune de Yopougon est située au sud-ouest du District d'Abidjan et couvre une superficie d'environ 152,06 km², représentant 7,18 % de la superficie totale du district. Elle est limitée au nord par les communes d'Abobo et d'Anyama, au sud par la lagune Ebrié, à l'ouest par la commune de Songon, et à l'est par la forêt du Banco et la commune d'Attécoubé. En raison de sa position géographique au nord de la lagune Ebrié, elle est communément désignée comme la commune d'Abidjan Nord. Son accessibilité est assurée par l'autoroute du Nord, la nouvelle autoroute sur l'ex-axe international dit « côtière », la voie reliant la zone industrielle à Abobo via le quartier N'Dotré, ainsi qu'une façade maritime reliant le village de l'île Boulé aux communes du Plateau et de Treichville.

Sur le plan démographique, Yopougon se caractérise par une population cosmopolite composée d'autochtones (Ebriés, Attiés), d'allochtones issus des différentes ethnies ivoiriennes et d'allogènes provenant des pays de la CEDEAO et d'autres régions. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat [6], la population est estimée à 1 571 065 habitants, dont 795 443 hommes et 775 622 femmes. La densité de peuplement atteint 10 331,88 habitants/km², traduisant une forte concentration humaine. La croissance démographique est soutenue par la dynamique naturelle de la population, l'intensité des flux migratoires nationaux et sous-régionaux, ainsi que par l'attractivité économique et sociale de la commune.

Du point de vue physique, la commune est soumise à un climat tropical humide. Son relief est dominé par un vaste plateau d'environ 50 mètres d'altitude, connu sous le nom de Plateau du Banco, caractéristique de la région d'Abidjan. Yopougon dispose également de potentialités touristiques, notamment le village de l'île Boulé, reconnu pour son attractivité.

En matière d'infrastructures, la commune dispose d'un réseau de voirie estimé à 810 km, composé de 31 % de voies revêtues (251 km), 3 % de voies non revêtues en bon état (26 km), 66 % de voies non revêtues en mauvais état (338 km) et 195 km de pistes. Le boulevard principal est relié à l'autoroute du Nord par le deuxième échangeur, communément appelé « 2^e pont ». Face à la dégradation d'une partie du réseau routier, la commune a bénéficié de l'appui du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et de la coopération japonaise (JICA), bien que des besoins persistants demeurent.

Sur le plan économique, Yopougon constitue un important pôle de consommation et abrite la plus grande zone industrielle du District d'Abidjan, regroupant plus de 300 entreprises industrielles. Elle est considérée comme la plus grande commune de la zone de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), ce qui renforce son rôle stratégique dans la dynamique économique urbaine et régionale [13].

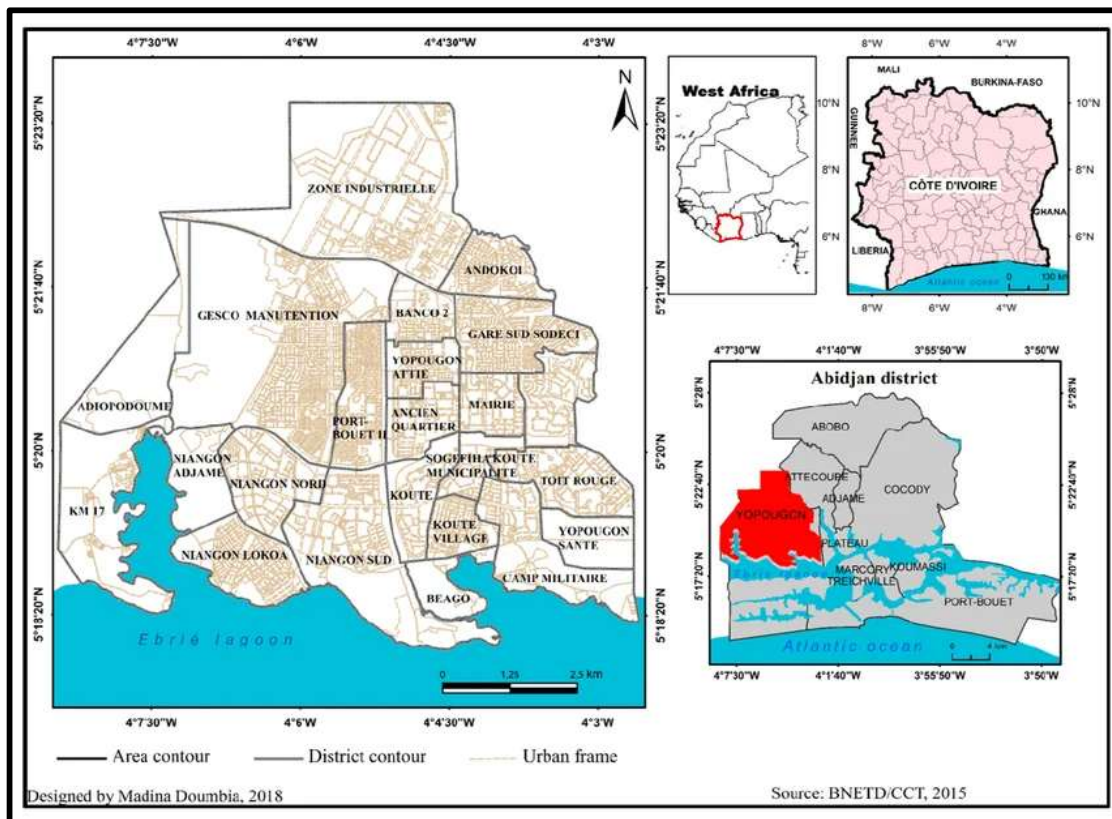


Figure 1 : Carte de localisation de la commune de Yopougon

Source : DOUMBIA Madina et al. (2018)

1-2- Techniques de collecte des données, outils d'analyse et instruments de recherche

La démarche méthodologique adoptée pour cet article repose sur une stratégie de triangulation des sources et des outils, combinant l'analyse documentaire approfondie, des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs institutionnels locaux et une mobilisation d'un dispositif d'évaluation normative multicritère. Cette combinaison méthodologique vise à renforcer la validité interne des résultats, à réduire les biais liés à l'unicité des sources d'information et à améliorer la robustesse interprétative des conclusions produites. Elle s'inscrit dans une logique pragmatique, privilégiant la complémentarité entre données qualitatives et quantification graduée des niveaux de conformité des politiques publiques locales aux référentiels de durabilité.

La première phase de la collecte des données a consisté en une analyse documentaire systématique portant sur les principaux instruments de planification, de programmation et de gestion de la commune de Yopougon. Le corpus documentaire comprend notamment le Programme Triennal (PT) 2024, 2025 et 2026 de la mairie de Yopougon ou plan de développement local, les rapports d'activités des services techniques, les projets sectoriels (assainissement, voirie, équipements collectifs, environnement, action sociale), ainsi que les délibérations du conseil municipal. Ces documents ont été sélectionnés selon des critères de fiabilité institutionnelle, de cohérence temporelle, de disponibilité et de pertinence analytique. Leur exploitation a permis d'identifier les orientations stratégiques, les priorités opérationnelles, les ressources mobilisées, les modalités de mise en œuvre et les dispositifs de suivi existants des politiques communales.

Cette analyse documentaire a été complétée par une série d'entretiens semi-directifs conduits auprès d'acteurs clés de l'administration municipale et de la gouvernance locale, incluant des responsables techniques, des cadres de la planification

territoriale et des élus municipaux. Les entretiens visaient à approfondir la compréhension des logiques décisionnelles, des contraintes institutionnelles, des mécanismes de coordination interservices et des pratiques effectives de mise en œuvre, souvent peu visibles dans les documents formels. Le guide d'entretien a été structuré autour des six finalités du développement durable telles qu'énoncées par l'ISO 37101, afin de favoriser une lecture transversale des politiques locales. Les entretiens ont fait l'objet d'une transcription intégrale et d'un codage thématique, permettant d'identifier les convergences, les divergences et les éléments explicatifs des résultats observés.

L'outil central d'analyse repose sur la construction d'une matrice d'évaluation normative croisant les politiques communales identifiées en fonction des douze (12) domaines d'action et les six (6) finalités du développement durable issues de la norme ISO 37101, à savoir l'attractivité territoriale, la préservation et la valorisation de l'environnement, la résilience, la cohésion sociale et la qualité de vie, l'utilisation responsable des ressources et la gouvernance participative. Chaque politique a été évaluée au regard de chacune de ces finalités à partir d'une grille de notation ordinale à quatre niveaux, traduisant un continuum allant de l'absence de contribution à une contribution forte, structurée et mesurable.

L'attribution des scores repose sur une analyse croisée des objectifs stratégiques explicites, des actions programmées, des moyens humains et financiers mobilisés, ainsi que des mécanismes de suivi et d'évaluation identifiés dans les documents et confirmés par les entretiens. Cette procédure permet de limiter la subjectivité du jugement évaluatif et d'assurer une cohérence inter-critères dans l'attribution des niveaux de contribution. Une pondération égale des finalités a été retenue afin de préserver la neutralité normative et d'éviter toute hiérarchisation implicite des enjeux de durabilité.

Les données issues de la matrice ont été agrégées afin de produire des indicateurs synthétiques par finalité, un profil global initial de durabilité des politiques communales et des représentations graphiques de type radar facilitant l'interprétation comparative des performances territoriales. Une validation interne du codage a été réalisée par relecture croisée et confrontation des résultats avec les acteurs techniques locaux, contribuant à renforcer la fiabilité et la crédibilité scientifique de l'analyse.

2-Résultats et discussion

2-1- Matrice d'analyse croisée de la commune de Yopougon

Dans le cadre de l'expérimentation du référentiel [7 ; 8] au sein de la commune de Yopougon, l'analyse des actions issues du Programme Triennal (PT) a permis de porter un regard critique sur leur cohérence avec les principes du développement durable. La confrontation des orientations programmatiques aux six finalités internationales et aux douze domaines d'action met en évidence la manière dont les politiques communales traduisent, de façon plus ou moins explicite, les exigences normatives de la durabilité territoriale. La matrice d'analyse croisée constitue le support central de cette lecture.

La matrice croisée de la grille « six finalités » x « 12 domaines d'action » ci-dessous présente une lecture qualitative des actions du Programme Triennal de la commune de Yopougon, analysées au regard des six finalités du développement durable et des douze domaines d'action définis par le référentiel ISO 37101/37104. Elle met en relation, pour chaque finalité, les principales actions communales identifiées comme contributives, à partir de l'analyse documentaire et des échanges conduits avec les acteurs municipaux en charge de la planification publique.

Cette matrice ne vise pas à hiérarchiser les actions selon une logique strictement quantitative, mais à rendre visible leur répartition, leurs orientations stratégiques et leur degré d'alignement normatif avec les principes du développement durable. Elle permet d'identifier les domaines d'action fortement mobilisés par les politiques communales, ceux qui restent faiblement investis, ainsi que les convergences et déséquilibres observés entre finalités.

En ce sens, la matrice d'analyse croisée constitue un outil de lecture transversale des politiques publiques locales, facilitant une compréhension systémique du fonctionnement territorial. Elle offre une base analytique pertinente pour discuter des priorités communales, des marges de progression en matière de durabilité et des leviers d'amélioration de la performance territoriale de la commune de Yopougon.

Tableau 1: Utilisation de la matrice pour l'analyse des contributions aux finalités du développement durable des actions de la commune de Yopougon

Domaine d'action	Gouvernance, responsabilisation et engagement	Éducation et renforcement des compétences	Innovation, créativité et recherche	Santé et soins	Culture et identité collective	Economie, Production et consommation durable	Vivre ensemble, interdépendance et solidarité	Cadre de vie et environnement professionnel	Sureté et sécurité	Infrastructure et réseau	Mobilité	Biodiversité et service écosystémique
Attractivité	Équipement des Services de la Mairie en mobiliers de bureau		Projet de digitalisation et de modernisation de la mairie de Yopougon		Travaux d'aménagement de la cour de la Médiathèque y compris VRD	Valoriser les actions de développement économique local et accompagner sa modernisation		Travaux de construction d'un bâtiment de trois (03) salles de classe + bureau à Bougounisso		Frais d'études de projets d'infrastructures dans la Commune		
Bien-être		Travaux de réhabilitation des Bureaux des groupes scolaires		Reconstruction de la Pharmacie du Centre de Santé de Port-Bouët 2		Rachat du marché du quartier des Toits Rouges	Insertion socio-économique des jeunes et réduction de la précarité				Traitement de points à temps dans la Commune	
Cohésion sociale		Travaux de construction de salles de classe, de bureaux et de blocs latrines dans les établissements primaires publics de la	Promotion des Startups	Quote-part pour la construction du Centre de Santé Communautaire						Travaux d'identification, de bornage et d'établissement de dossiers techniques des réserves administratives de la Commune		

		Commune										
Résilience	Gouvernance améliorée de la commune et renforcement de la gouvernance territoriale			Équipement de six (6) centres de santé en matériels biomédicaux	Réhabilitation de l'aire de jeux de la Direction des Affaires Socio-Culturelles			Réhabilitation des bâtiments de la Direction de la Police Municipale et de l'Ordre Public	Équipement de la Direction de la Police Municipale et de l'Ordre Public en matériels de protection et de sécurité	Maîtrise de l'urbanisation, Protection et intégration des espaces naturels	Acquisition de véhicules 4x4 pour services techniques	
Préservation et amélioration de l'environnement								Amélioration de la gestion des déchets et création d'une unité de recyclage		Travaux d'assainissement des voies adjacentes au canal 2x2x115 à l'EPP Saint-Hubert	Acquisition d'un (01) camion hydro-cureur pour les services techniques de la Mairie	Aménagement des espaces verts dans la Commune
Utilisation responsable des ressources	Équipement des Services de la Trésorerie Principale de Yopougon en matériels informatiques									Amélioration de l'efficacité énergétique de l'éclairage public par l'énergie solaire		

Source : Enquête, Djébi, 2025

Légende :

- Actions existantes
- Nouveaux projets pour atteindre les objectifs fixés

La lecture normative issue du croisement des six finalités du développement durable et des douze domaines d'action met en évidence une structuration encore progressive des politiques communales de Yopougon. L'analyse de la matrice (Figure 2) révèle en effet une mobilisation réelle de l'action publique dans plusieurs domaines jugés prioritaires par les autorités locales, notamment l'attractivité territoriale et le bien-être des populations. Ces orientations traduisent une volonté manifeste de répondre aux besoins sociaux immédiats et d'améliorer les conditions de vie urbaines. En revanche, les finalités liées à la préservation de l'environnement et à l'utilisation responsable des ressources apparaissent plus faiblement intégrées et demeurent marginales dans l'architecture globale des politiques communales.

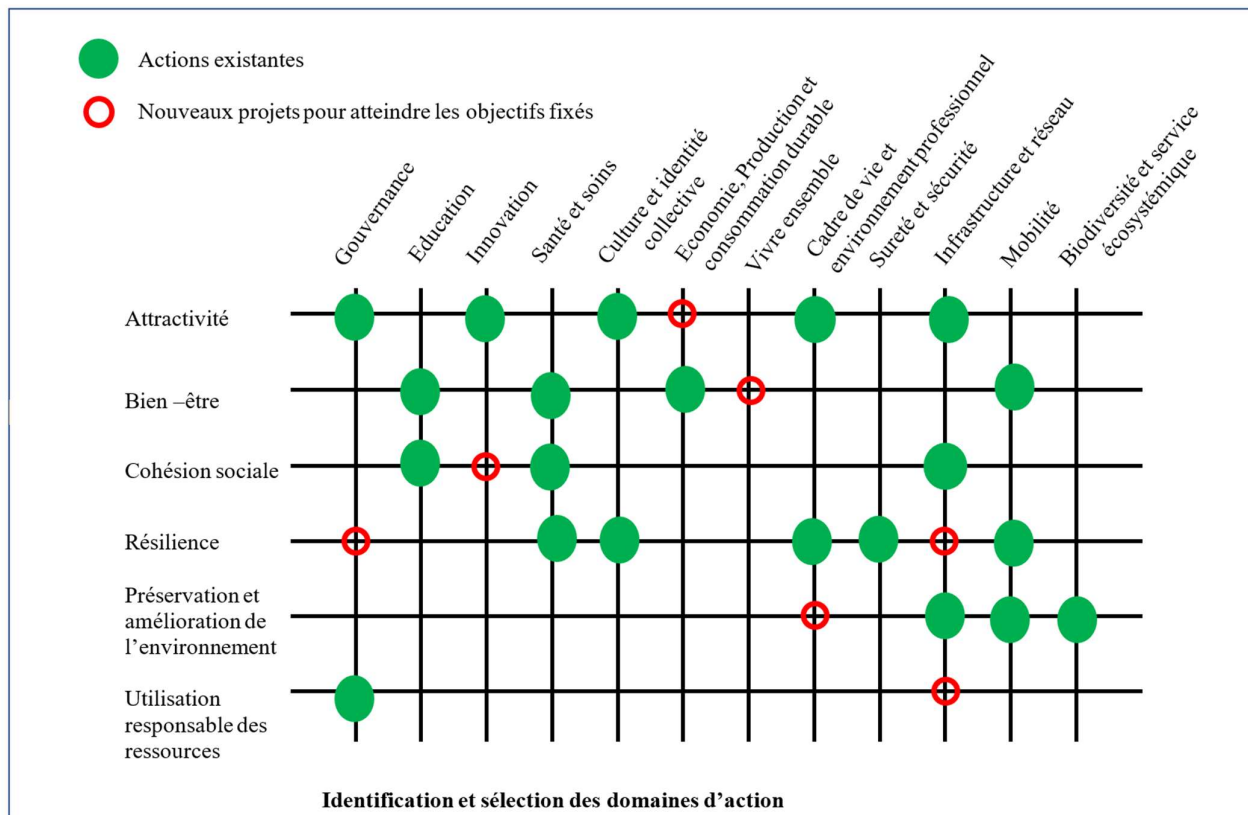
Cette configuration suggère un niveau initial de maturité en matière de développement durable, caractérisé par l'existence d'actions sectorielles pertinentes mais encore insuffisamment articulées dans une logique systémique. Une telle situation correspond aux profils décrits dans les cadres d'évaluation inspirés des normes ISO (37101:2016 ; 37104 :2019), selon lesquels les collectivités engagées dans une première appropriation de la durabilité territoriale privilégient des interventions concrètes avant de structurer un pilotage transversal et normatif.

Ces résultats rejoignent les analyses de [11], pour qui les collectivités urbaines s'inscrivent le plus souvent dans des trajectoires graduelles, en entrant dans le développement durable par des politiques visibles, socialement légitimes et politiquement acceptables, avant d'intégrer de manière plus globale les dimensions environnementales et de gouvernance. De la même manière, les travaux de [3] montrent que, dans de nombreuses villes des pays du Sud et des économies émergentes, les politiques locales de durabilité se construisent de façon incrémentale, à partir de projets sectoriels, sans cadre normatif explicitement stabilisé à court terme [4].

La matrice d'analyse croisée met également en évidence des déséquilibres entre les finalités, certaines étant fortement mobilisées, tandis que d'autres, telles que la biodiversité, la sobriété des ressources ou l'anticipation des vulnérabilités, demeurent peu investies. Cette asymétrie reflète un cloisonnement sectoriel encore marqué, largement documenté dans la littérature internationale. À cet égard, [15] souligne que l'absence d'intégration transversale constitue l'un des principaux freins à l'efficacité des politiques territoriales de développement durable.

Toutefois, la présence d'actions structurantes dans plusieurs domaines constitue un signal encourageant et révèle l'existence de leviers de progression. Conformément à l'approche proposée par la norme ISO 37101 : 2016, cette phase initiale représente une étape normale dans la trajectoire de durabilité des collectivités territoriales. Elle ouvre des perspectives de consolidation, à travers le renforcement de la coordination intersectorielle, l'élargissement de la gouvernance participative et une meilleure intégration des enjeux environnementaux dans les instruments de planification communale.

Cette lecture normative ne se limite pas à une simple appréciation qualitative des actions communales. Elle constitue aussi la base analytique permettant d'opérationnaliser les observations issues de la matrice croisée pour les traduire en niveaux de prise en compte mesurables à l'aide d'une grille de conversion scientifique servant à standardiser l'évaluation des contributions de chaque action aux finalités du développement durable. Elle prépare donc la construction du graphique radar du profil initial territorial permettant une visualisation synthétique et comparative de forces, déséquilibres et marges de progression identifiés dans la commune de Yopougon.



Source : Djébi, 2026

Figure 2: Matrice d'analyse croisée de la commune de Yopougon

2-2- Grille de conversion scientifique des niveaux de prise en compte des finalités

Afin de qualifier le niveau d'intégration des finalités du développement durable dans les politiques communales de Yopougon, une grille de conversion scientifique a été mobilisée. Cette grille, inspirée des pratiques d'évaluation territoriale associées au référentiel ISO 37101/37104, permet de traduire les résultats issus de la matrice d'analyse croisée en niveaux progressifs de maturité durable. Elle vise à objectiver le positionnement initial de la commune et à faciliter la construction de son profil de durabilité.

La grille repose sur cinq niveaux distincts, allant d'une absence de prise en compte à une intégration structurée et transversale des finalités. Chaque niveau correspond à un degré d'appropriation normative observable à travers les actions publiques analysées.

Tableau 2 : Grille scientifique de conversion des niveaux de prise en compte des finalités

Niveau	Intitulé du niveau	Caractéristiques principales
Niveau 0	Absence de prise en compte	Aucune action identifiable en lien avec la finalité
Niveau 1	Prise en compte ponctuelle	Actions isolées, non coordonnées, sans vision stratégique
Niveau 2	Prise en compte sectorielle	Actions récurrentes mais limitées à un ou deux domaines
Niveau 3	Intégration partielle	Articulation entre plusieurs domaines, cohérence émergente
Niveau 4	Intégration structurée	Approche transversale, gouvernance consolidée et pilotage stratégique
Niveau 5	Intégration systémique et optimisée	Gouvernance intégrée, amélioration continue et évaluation d'impact

Source : Djébi, 2026

À partir de cette grille, les scores qualitatifs issus de la matrice d'analyse croisée ont été traduits en niveaux de prise en compte pour chacune des six finalités internationales du développement durable. Cette conversion permet d'identifier les déséquilibres inter-finalités et de dégager une lecture synthétique du profil de durabilité de la commune.

Tableau 3 : Conversion des résultats de la matrice croisée par finalité

Finalité du développement durable	Niveau de prise en compte	Lecture synthétique
Attractivité territoriale	Niveau 3	Actions visibles mais majoritairement sectorielles
Bien-être des populations	Niveau 2	Efforts significatifs, centrés sur les équipements et services
Cohésion sociale	Niveau 2	Interventions ponctuelles, faible structuration
Résilience territoriale	Niveau 3	Initiatives récentes, encore peu systématisées
Préservation de l'environnement	Niveau 2	Actions limitées, faible transversalité
Utilisation responsable des ressources	Niveau 1	Finalité marginalement intégrée

Source : Djébi, 2026

La lecture agrégée de ces niveaux permet de positionner la commune de Yopougon dans une **phase initiale de maturité durable**, caractérisée par une concentration des efforts sur des priorités sociales et infrastructurelles, au détriment d'une intégration transversale des enjeux environnementaux et de sobriété des ressources. Cette configuration est conforme aux trajectoires observées dans de nombreuses collectivités urbaines en contexte africain, où le développement durable s'opérationnalise progressivement à partir d'actions visibles socialement légitimes avant de se structurer normativement ou vers une intégration plus systémique des enjeux environnementaux et de gouvernance [12 ; 4].

2-3-Profil initial de la commune de Yopougon

Le profil initial de durabilité de Yopougon résulte de la synthèse de la matrice croisée et de la grille de conversion. Il se caractérise par une **maturité initiale**, centrée sur les priorités sociales et infrastructurelles, avec une intégration transversale limitée.

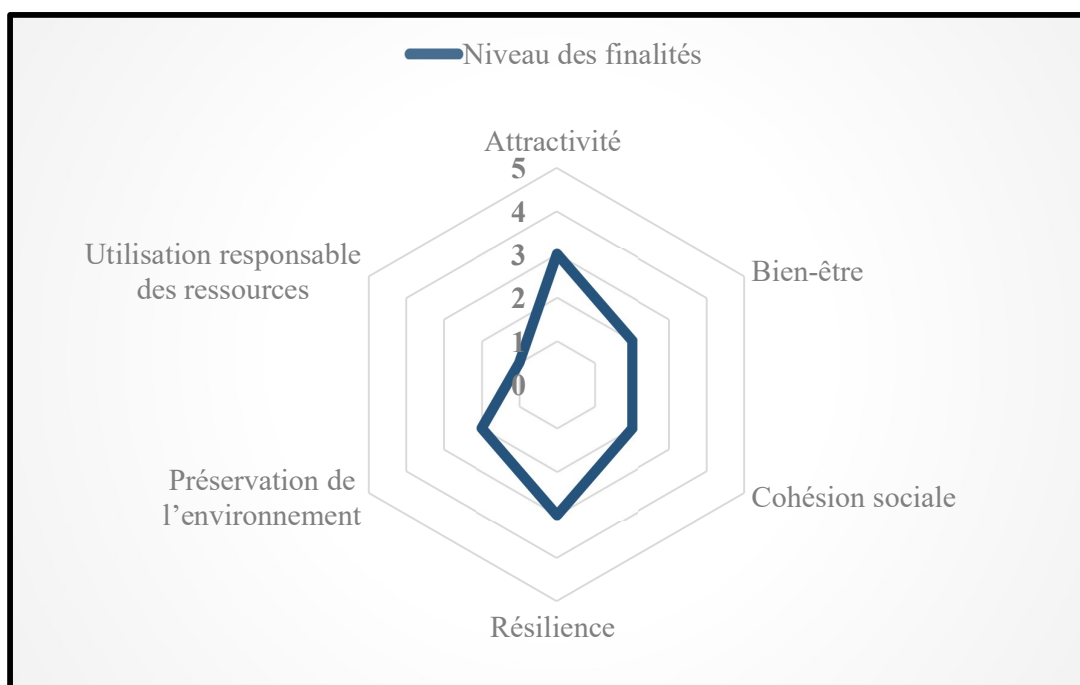


Figure 3 : Profil initial de la commune de Yopougon

Source : Djébi, 2026

Le radar illustre clairement les disparités : les finalités Attractivité et Résilience dominent, tandis que Bien-être, Cohésion sociale, Préservation de l'environnement et l'utilisation responsable des ressources sont faiblement intégrées. Cette représentation confirme la lecture qualitative de la matrice : la commune privilégie des actions visibles et sectorielles, avec une marge importante de progression pour une approche systémique.

Synthèse et interprétation :

- **Points forts** : Attractivité et bien-être des populations.
- **Points faibles** : Cohésion sociale, Résilience, Préservation de l'environnement, utilisation responsable des ressources.
- **Orientation stratégique** : Renforcer la transversalité, la coordination intersectorielle et la gouvernance normative.

Cette configuration correspond aux trajectoires observées dans de nombreuses collectivités africaines, où la durabilité se construit progressivement à partir d'initiatives concrètes avant d'évoluer vers une approche intégrée.

3- Recommandations

Sur la base de l'évaluation normative et du profil initial de durabilité de la commune de Yopougon, les recommandations suivantes sont proposées afin de renforcer l'intégration des finalités du développement durable et d'améliorer la performance territoriale des politiques publiques locales.

3-1- Renforcement de la gouvernance territoriale

Une gouvernance territoriale efficace constitue le socle de toute démarche de durabilité. Il est recommandé d'instaurer un cadre de pilotage intégré capable de coordonner les différentes actions sectorielles et d'assurer une cohérence entre les finalités du développement durable. Par ailleurs, le développement de mécanismes de participation citoyenne permettrait de renforcer la légitimité des décisions et d'améliorer la pertinence des politiques locales, en garantissant que les besoins des populations soient effectivement pris en compte. Enfin, l'institutionnalisation d'un système de suivi et d'évaluation des politiques publiques, fondé sur les indicateurs ISO 37101/37104, est indispensable pour mesurer l'impact réel des actions sur la durabilité territoriale et orienter les ajustements nécessaires.

3-2- Intégration systémique des finalités environnementales

La durabilité territoriale ne peut être atteinte sans une intégration explicite des enjeux environnementaux. La commune devrait élaborer une stratégie locale de gestion durable des ressources naturelles, incluant l'eau, l'énergie et les matériaux, afin de réduire son empreinte écologique. Le renforcement des programmes de biodiversité et de préservation des espaces verts, articulés à l'aménagement urbain et aux projets d'infrastructure, est également essentiel pour protéger les écosystèmes urbains. Par ailleurs, la promotion de l'économie circulaire et du recyclage, notamment dans la gestion des déchets municipaux et la modernisation des infrastructures, contribuerait à créer des boucles vertueuses de consommation responsable et à consolider la durabilité environnementale de la commune.

3-3- Consolidation des actions en matière de résilience et de sécurité

La résilience territoriale et la sécurité des populations sont des dimensions essentielles du développement durable. Il est recommandé de développer des plans de prévention des risques urbains, incluant les inondations, incendies et vulnérabilités sociales, avec des procédures de coordination intersectorielle. Parallèlement, la mise en place d'infrastructures résilientes et la formation des acteurs municipaux à la gestion des risques et à la continuité des services essentiels permettraient de renforcer la capacité de la commune à faire face aux crises et à réduire la vulnérabilité de ses populations.

3-4- Optimisation de l'efficacité des politiques sociales et d'attractivité

Pour maximiser l'impact des actions existantes, il est recommandé de capitaliser sur les projets en matière d'attractivité et de bien-être, en intégrant systématiquement des critères de durabilité environnementale et sociale. La promotion de programmes éducatifs et d'insertion socio-économique permettrait d'améliorer la cohésion sociale et de réduire les vulnérabilités des populations. Enfin, l'encouragement de la digitalisation et de la modernisation des services municipaux contribuera à améliorer la transparence, l'efficacité administrative et l'accessibilité des services aux citoyens.

3-5- Développement d'une culture de durabilité et d'apprentissage institutionnel

L'ancrage durable des politiques communales nécessite le développement d'une culture partagée de durabilité. Il est recommandé d'organiser des ateliers de sensibilisation et de formation pour les décideurs, techniciens et citoyens, centrés sur les objectifs et finalités du développement durable. La mise en place d'indicateurs de progrès clairs et partagés permettra de suivre la trajectoire de la commune et d'ajuster les actions de manière itérative. Enfin, l'échange de bonnes pratiques avec d'autres collectivités urbaines, tant en Afrique qu'à l'international, peut enrichir les stratégies locales et inspirer des modèles de gouvernance territoriale durable.

Ces recommandations visent à transformer le profil initial de Yopougon en un profil intégré et systémique, permettant d'améliorer la cohérence, l'efficacité et la durabilité des politiques publiques locales. Elles constituent un guide opérationnel pour orienter la planification stratégique communale vers un développement territorial résilient, équitable et conforme aux standards internationaux

CONCLUSION

À travers une évaluation normative fondée sur la norme ISO 37101, cet article a analysé le degré d'alignement des politiques communales de Yopougon avec les finalités internationales du développement durable. L'exploitation de la matrice d'analyse croisée et la construction du profil initial ont permis d'objectiver la structuration réelle de l'action publique locale, au-delà des intentions programmatiques.

Les résultats révèlent un niveau de maturité durable essentiellement initial, caractérisé par une mobilisation prioritaire des finalités liées à l'attractivité territoriale et au bien-être des populations, tandis que les dimensions environnementales, la gestion responsable des ressources et la résilience demeurent faiblement intégrées. Cette asymétrie traduit une gouvernance communale encore largement sectorielle, dont la cohérence inter-finalités reste limitée au regard des exigences de pilotage systémique et d'amélioration continue portées par l'ISO 37101.

L'analyse met ainsi en évidence que l'enjeu central de la durabilité territoriale à Yopougon ne réside pas tant dans l'absence d'actions publiques que dans leur faible articulation stratégique et leur insuffisante inscription dans un cadre normatif structuré de suivi et d'évaluation. Dans cette perspective, la norme ISO 37101 apparaît comme un outil opératoire pertinent pour renforcer la lisibilité, la cohérence et la performance des politiques communales, en orientant l'action publique vers une trajectoire de durabilité progressive et mesurable.

Sur le plan scientifique, cette étude contribue aux travaux sur l'évaluation normative des politiques locales dans les contextes urbains africains, en démontrant l'applicabilité de l'ISO 37101 à l'échelle communale. Elle ouvre des perspectives de recherche relatives à l'analyse comparative des profils de durabilité territoriale et à l'étude des conditions institutionnelles d'appropriation des référentiels normatifs internationaux par les collectivités territoriales.

RÉFÉRENCES

- [1] BORRÁS Susana & SEABROOKE Leonard (2015). « Sources of legitimacy for global governance ». *Review of International Political Economy*, vol. 22, n° 3, pp. 1–28.
- [2] BRUNDTLAND Gro Harlem (1987). *Our Common Future*. Oxford, Oxford University Press, 400 p.
- [3] BULKELEY Harriet & BETSILL Michele Mary (2003). *Cities and climate change: Urban sustainability and global environmental governance*. London, Routledge, 224 p.
- [4] BULKELEY Harriet & BETSILL Michele Mary (2013). « Revisiting the urban politics of climate change ». *Environmental Politics*, vol. 22, n° 1, pp. 136–154.

- [5] DOUMBIA Madina, TOURÉ N'Datchoh Emmanuel, SILUÉ Siélé, YOBOUÉ Véronique, DIEDHIOU Arona & HAUHOUOT Célestin (2018). *Emissions from the Road Traffic of West African Cities: Assessment of Vehicle Fleet and Fuel Consumption*. *Energies*, vol. 11, n° 9, article 2300, 24 p.
- [6] INS (Institut National de la Statistique) (2021). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2021) – Résultats globaux*. Abidjan, INS, Côte d'Ivoire, 37 p.
- [7] ISO (Organisation internationale de normalisation) (2016). *ISO 37101 : Développement durable des communautés – Systèmes de management pour le développement durable – Exigences et recommandations*. Genève, ISO, 38 p.
- [8] ISO (Organisation internationale de normalisation) (2019). *ISO 37104 : Sustainable cities and communities – Guidance for practical local implementation of ISO 37101*. Genève, ISO, 54 p.
- [9] JAGLIN Sylvie & DUBRESSON Alain (2014). *La gouvernance urbaine en Afrique : entre normes globales et pratiques locales*. Paris, Karthala, 312 p.
- [10] LASCOURMES Pierre & LE GALÈS Patrick (2007). *Gouverner par les instruments*. Paris, Presses de Sciences Po, 370 p.
- [11] LE GALÈS Patrick (2003). *Le retour des villes européennes*. Paris, Presses de Sciences Po, 456 p.
- [12] LE GALÈS Patrick (2011). *Le retour des villes européennes (2^e éd.)*. Paris, Presses de Sciences Po, 464 p.
- [13] MAIRIE DE YOPOUGON (2024). *Programme Triennal de Développement Communal 2024–2026*. Yopougon, Mairie de Yopougon, 173 p.
- [14] MOULAERT Frank, MACCALLUM Diana, MEHMOOD Abid & HAMDOUCH Abdelillah (2013). *The International Handbook on Social Innovation*. Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 512 p.
- [15] OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) (2010). *Stratégies de développement durable : outils et cadres d'analyse pour les politiques publiques*. Paris, OCDE, 224 p.
- [16] PIETERSE Edgar (2010). *City Futures: Confronting the Crisis of Urban Development*. London, Zed Books, 256 p.
- [17] SACHS Jeffrey David (2015). *The Age of Sustainable Development*. New York, Columbia University Press, 544 p.
- [18] UN-HABITAT (United Nations Human Settlements Programme) (2016). *World Cities Report 2016: Urbanization and Development – Emerging Futures*. Nairobi, UN-Habitat, 262p.
- [19] VEDUNG Evert (2010). « Four waves of evaluation diffusion ». *Evaluation*, vol. 16, n° 3, pp. 263–277.